

Paris, le 20 juin 2013

## **Fin de partie en Afghanistan : quelques conséquences pour les Occidentaux.**

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse JFC Conseil

Le jour même où les Américains transféraient aux Afghans la responsabilité de la sécurité dans leur pays, Washington annonçait l'ouverture prochaine de contacts directs avec les Talibans au Qatar. La présence des troupes de l'OTAN touche désormais à sa fin et les discussions qui vont s'ouvrir sont destinées à permettre de tenir le calendrier d'un départ définitif programmé pour la fin 2014.

On ne peut qu'être soulagé de voir se terminer une guerre d'une douzaine d'années aussi absurde que dévastatrice. Mais, sans avoir la prétention d'émettre un jugement sur les progrès réalisés sur le terrain et qui sont régulièrement évoqués par le commandement de l'OTAN, il est difficile de ne pas s'interroger sur le bilan politique de la guerre et l'impact que son issue aura sur l'image des Occidentaux dans le monde musulman.

De façon paradoxale la « *war on terror* » décrétée par Washington devait voir l'éradication des Talibans ; or elle se termine par leur reconnaissance internationale. Le Mollah Omar dont la tête avait été mise à prix devient désormais fréquentable et on parle de lui comme un candidat possible à la prochaine élection présidentielle. Sur le plan des options politiques il n'y a pas d'ambiguïté et le bureau ouvert par les Talibans au Qatar se présente comme la représentation de « l'Emirat Islamique d'Afghanistan ». Les discussions bilatérales entre les Américains et les Talibans vont s'ouvrir sans qu'il y ait eu préalablement un cessez-le feu – ce que l'actualité ne montre que trop – ni engagement de la part des Talibans à ne plus soutenir Al Qaïda. Tout cela est affaire de négociation, dira-t-on, mais on peut deviner qui tient la corde.

M. Karzaï a probablement raison de s'inquiéter que des consultations soient ainsi organisées dans son dos avec un adversaire qu'il combat par les armes. Pour montrer son désaccord avec la tournure que prennent les événements, il a décidé de suspendre les négociations avec les Américains.

Personne ne peut dire comment les choses se passeront après le départ des troupes de l'OTAN et un scénario de type iraquien est tenu pour vraisemblable; il s'agira d'une nouvelle phase pour le pays mais probablement pas de la paix. Une autre comparaison vient à l'esprit : avec le Viêt-Nam, non qu'une défaite militaire de l'OTAN soit à l'ordre du jour, mais c'est bien une défaite politique qu'annonce le retour des Talibans. Dans le monde arabe, les Frères Musulmans et leurs amis du Golfe retiennent manifestement leur souffle et les déclarations et commentaires de presse sont plus que rares. Pourtant il fait peu de doute que ce qui s'annonce en Afghanistan ne soit interprété par les opinions comme une victoire des fondamentalistes et un repli des Occidentaux. Il ne sera que trop facile de montrer l'échec d'une politique prétendant imposer la démocratie.

Ce n'est pas un hasard si le Qatar offre généreusement son hospitalité aux Talibans ; dans sa quête d'affirmation l'Emirat n'est pas très regardant sur ses fréquentations. Il finance ses amis afghans et il devrait continuer à le faire. Aujourd'hui cela fait aussi l'affaire de Washington, dont la priorité est de sortir du borbier afghan.

Mais, avec le nouvel Afghanistan qui se profile, les autocraties arabes vont se trouver confrontées à une surenchère fondamentaliste sunnite. Le départ des Américains, après celui des Russes, va les mettre face à des responsabilités nouvelles pour lesquelles elles ne sont pas préparées ; et il leur sera aussi difficile de faire appel aux Occidentaux en cas de besoin, d'autant que d'autres partenaires moins accommodants, la Chine et la Russie, vont selon toute vraisemblance s'intéresser de plus près au dossier. Or on sait le peu de sympathie de M. Poutine vis-à-vis de l'islamisme militant et on aurait tort d'oublier l'attitude de Pékin vis-à-vis de sa population musulmane.

L'évolution qui se profile va, enfin, voir deux pays voisins de l'Afghanistan prendre plus d'importance : le Pakistan d'abord, où M. Kerry se rendra prochainement, l'Iran ensuite, dont on peut être certain qu'il ne restera pas les bras croisés en cas de dérive de la part des Talibans. Le retrait des Occidentaux d'Afghanistan aura pour effet de rendre d'autant plus nécessaire une reprise des contacts avec Téhéran. Dossier Afghan, nucléaire, Syrie : tout concourt à rendre indispensable l'interlocuteur iranien.

**Michel Roche**

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagissez](#)